

**CONDITIONS D'AVANCEMENT DE GRADE ET DE PROMOTION INTERNE
CATEGORIE B**

AVANCEMENT AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	p2
AVANCEMENT AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	p4
AVANCEMENT AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	p6
AVANCEMENT AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	p8

PROMOTION INTERNE AU GRADE DE REDACTEUR	p10
PROMOTION INTERNE AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	p12
PROMOTION INTERNE AU GRADE DE TECHNICIEN	p14
PROMOTION INTERNE AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	p16
PROMOTION INTERNE AU GRADE D'ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	p18
PROMOTION INTERNE AU GRADE D'ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	p20

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : AVANCEMENT AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 31 décembre 2019)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-I)

- après examen professionnel : avoir au moins atteint le 4ème échelon du grade de rédacteur et justifier d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,
- au choix : justifier d'au moins 1 an dans le 6ème échelon du grade de rédacteur et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,

Décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (art 18-IV)

Pour l'appréciation des conditions d'ancienneté, les services effectifs accomplis dans leur corps d'origine par les agents relevant des dispositions du décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sont assimilés à des services accomplis dans le grade et dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Examen professionnel : 5 agents remplissent les conditions d'éligibilité

Au choix : 30 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS ET SEUILS DE NOMINATION

Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art 49)

Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Délibération du 12 et 13 janvier 2017

Pour la catégorie B, le ratio est fixé ainsi qu'il suit :

- examen professionnel : 100%
- au choix : 70% (arrondi à l'entier supérieur)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-I)

Le nombre de promotion susceptibles d'être prononcées au titre de l'examen ou au choix ne peut être inférieur au 1/4 du nombre total des promotions. Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu de l'examen ou du choix, les dispositions précédentes ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Calcul du nombre de possibilités d'avancement

- examen professionnel : 5 fonctionnaires X 100% = 5
- au choix : 30 fonctionnaires X 70% = 21

Calcul du nombre de possibilités de nomination

- examen professionnel : 5
- au choix : 15

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : AVANCEMENT AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 31 décembre 2019)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-II)

- après examen professionnel : justifier d'au moins 1 an dans le 5ème échelon du grade de rédacteur principal de 2ème classe et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,
- au choix : justifier d'au moins 1 an dans le 6ème échelon du grade de rédacteur principal de 2ème classe et d'au moins 5 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,

Décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (art 18-IV)

Pour l'appréciation des conditions d'ancienneté, les services effectifs accomplis dans leur corps d'origine par les agents relevant des dispositions du décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sont assimilés à des services accomplis dans le grade et dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Examen professionnel : 5 agents remplissent les conditions d'éligibilité

Au choix : 23 agents remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS ET SEUILS DE NOMINATION

Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Délibération du 12 et 13 janvier 2017

Pour la catégorie B, le ratio est fixé ainsi qu'il suit :

- examen professionnel : 100%
- au choix : 70% (arrondi à l'entier supérieur)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-II)

Le nombre de promotion susceptibles d'être prononcées au titre de l'examen ou au choix ne peut être inférieur au 1/4 du nombre total des promotions. Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu de l'examen ou du choix, les dispositions précédentes ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Calcul du nombre de possibilités d'avancement

- examen professionnel : $5 \text{ fonctionnaires} \times 100\% = 5$
- au choix : $23 \text{ fonctionnaires} \times 70\% = 17$

Calcul du nombre de possibilités de nomination

- examen professionnel : 5
- au choix : 15

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : AVANCEMENT AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 31 décembre 2019)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-I)

- après examen professionnel : avoir au moins atteint le 4ème échelon du grade de technicien et justifier d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,
- au choix : justifier d'au moins 1 an dans le 6ème échelon du grade de technicien et d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,

Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux (art 17)

Pour l'appréciation des conditions d'ancienneté, les services effectifs accomplis dans leur corps d'origine par les agents relevant des dispositions du décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sont assimilés à des services accomplis dans le grade et dans le cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Examen professionnel : Aucun fonctionnaire ne remplit les conditions d'éligibilité

Au choix : 9 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, pouvant être promu à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Délibération du 12 et 13 janvier 2017

Pour la catégorie B, le ratio est fixé ainsi qu'il suit :

- examen professionnel : 100%
- au choix : 70% (arrondi à l'entier supérieur)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-I)

Le nombre de promotion susceptibles d'être prononcées au titre de l'examen ou au choix ne peut être inférieur au 1/4 du nombre total des promotions. Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu de l'examen ou du choix, les dispositions précédentes ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Calcul du nombre de possibilités d'avancement

- examen professionnel : $0 \text{ fonctionnaire} \times 100\% = 0$
- au choix : $9 \text{ fonctionnaires} \times 70\% = 7$

Calcul du nombre de possibilités de nomination

- examen professionnel : 0
- au choix : 1

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : AVANCEMENT AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 31 décembre 2019)

Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale (art 25-II)

- après examen professionnel : justifier d'au moins 1 an dans le 5ème échelon du grade de technicien principal de 2ème classe et d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,
- au choix : justifier d'au moins 1 an dans le 6ème échelon du grade de technicien principal de 2ème classe et d'au moins 5 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau,

Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux (art 17)

Pour l'appréciation des conditions d'ancienneté, les services effectifs accomplis dans leur corps d'origine par les agents relevant des dispositions du décret n°2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sont assimilés à des services accomplis dans le grade et dans le cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Examen professionnel : Aucun fonctionnaire ne remplit les conditions d'éligibilité

NOM	Prénom	Grade	Année d'obtention de l'examen	Ancienneté de services effectifs en catégorie B	Echelon	Ancienneté dans l'échelon	Date d'éligibilité
0 agent							

Au choix : 11 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS ET SEUILS DE NOMINATION

Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois régis par la présente loi, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Délibération du 12 et 13 janvier 2017

Pour la catégorie B, le ratio est fixé ainsi qu'il suit :

- examen professionnel : 100%
- au choix : 70% (arrondi à l'entier supérieur)

Le nombre de promotion susceptibles d'être prononcées au titre de l'examen ou au choix ne peut être inférieur au 1/4 du nombre total des promotions. Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu de l'examen ou du choix, les dispositions précédentes ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les 3 ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Calcul du nombre de possibilités d'avancement

- examen professionnel : 0 fonctionnaire X 100% = 0
- au choix : 11 fonctionnaires X 70% = 8

Calcul du nombre de possibilités de nomination

- examen professionnel : 0
- au choix : 1

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : PROMOTION INTERNE AU GRADE DE REDACTEUR

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 1er janvier 2019)

Décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (art 8)

- être adjoint administratif principal de 1ère classe
- 10 ans de services publics effectifs dont 5 ans au moins dans le cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)

OU

Cas des examens professionnels obtenus avant le 01/08/2012 : les examens professionnels obtenus au titre du a ou b de l'article 6-1 de l'ancien statut particulier des rédacteurs (décret 95-25 du 10/01/1995) peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude de promotion interne dans le nouveau cadre d'emplois.

Les inscriptions sur liste d'aptitude au titre de cette voie d'accès s'impute sur le nombre total des postes ouverts en application du quota ou des 5%

▪ examen professionnel : 5 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

▪ au choix : 99 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS

▪ **Le principe : application du quota sur le nombre de recrutement**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans le cadre d'emplois dans la collectivité (concours, mutation/détachement/intégration directe externes à la collectivité).

13 recrutements intervenus dans le cadre d'emplois au 31/12/2018 :

Calcul du nombre de possibilités de promotions : 4

▪ **La clause de sauvegarde : application d'un quota sur un pourcentage de l'effectif**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Application du quota (1/3) à 5% de l'effectif des fonctionnaires, en activité ou en détachement, dans le cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle est dressée la liste d'aptitude.

Calcul du nombre de possibilités de promotions : $228 \times 5 \% \times 1/3 = 3,8$ soit 3 postes

▪ **Choix de la méthode retenue**

Les résultats issus de l'application de la règle de principe sont plus favorables que les résultats issus de la clause de sauvegarde. Les possibilités d'ouverture de postes au titre de l'année 2019 seront donc de 4. Toutefois, aucune disposition n'est prévue quand à la répartition du nombre de recrutements entre les deux grades d'accès à la promotion interne. En l'absence de précision, il appartient à chaque autorité de prévoir les modalités de répartition des promotions possibles entre les deux grades d'accès. Il est donc proposé d'ouvrir 3 postes à la promotion interne de rédacteur et 1 poste à celle de rédacteur principal de 2ème classe.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : PROMOTION INTERNE AU GRADE DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 1er janvier 2019)

Décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (art 12)

- être adjoint administratif principal de 2ème ou 1ère classe
- avoir l'examen professionnel
- 12 ans de services publics effectifs dont 5 ans au moins dans le cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)

3 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS

- **Le principe : application du quota sur le nombre de recrutement**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans le cadre d'emplois dans la collectivité (concours, mutation/détachement/intégration directe externes à la collectivité).

13 recrutements intervenus dans le cadre d'emplois au 31/12/2018 :

Calcul du nombre de possibilités de promotions : 4

- **La clause de sauvegarde : application d'un quota sur un pourcentage de l'effectif**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Application du quota (1/3) à 5% de l'effectif des fonctionnaires, en activité ou en détachement, dans le cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle est dressée la liste d'aptitude.

Calcul du nombre de possibilités de promotions : $228 \times 5 \% \times 1/3 = 3,8$ soit 3 postes

▪ Choix de la méthode retenue

Les résultats issus de l'application de la règle de principe sont plus favorables que les résultats issus de la clause de sauvegarde. Les possibilités d'ouverture de postes au titre de l'année 2018 seront donc de 4. Toutefois, aucune disposition n'est prévue quand à la répartition du nombre de recrutements entre les deux grades d'accès à la promotion interne. En l'absence de précision, il appartient à chaque autorité de prévoir les modalités de répartition des promotions possibles entre les deux grades d'accès. Il est donc proposé d'ouvrir 3 postes à la promotion interne de rédacteur et 1 poste à celle de rédacteur principal de 2ème classe.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : PROMOTION INTERNE AU GRADE DE TECHNICIEN

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 1er janvier 2019)

Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux (art 7)

- appartenir au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
- 8 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)
OU
- être adjoint technique principal de 1ère classe
- 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)
OU
- être adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement
- 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois technique
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)

Cas des examens professionnels obtenus avant le 01/12/2010 : les fonctionnaires ayant réussi l'examen professionnel pour l'accès à l'ancien cadre d'emplois des contrôleurs de travaux conservent la possibilité d'être nommés par voie de promotion interne dans le nouveau cadre d'emplois des techniciens au grade de technicien

▪ examen professionnel : 2 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

▪ au choix : 622 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

193 agents de maîtrise

13 agents de maîtrise principaux

13 adjoints techniques principaux de 1ère classe

403 adjoints techniques principaux de 1ère classe des établissements d'enseignement

2. QUOTAS

- **Le principe : application du quota sur le nombre de recrutement**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans le cadre d'emplois dans la collectivité (concours, mutation/détachement/intégration directe externes à la collectivité).

8 recrutements intervenus dans le cadre d'emplois au 31/12/2018 :

Calcul du nombre de possibilités de promotions : 2

▪ **La clause de sauvegarde : application d'un quota sur un pourcentage de l'effectif**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Application du quota (1/3) à 5% de l'effectif des fonctionnaires, en activité ou en détachement, dans le cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle est dressée la liste d'aptitude.

Calcul du nombre de possibilités de promotions : $78 \times 5\% \times 1/3 = 1,3$ soit 1 poste

▪ **Choix de la méthode retenue**

Les résultats issus de l'application de la règle de principe sont plus favorables que les résultats issus de la clause de sauvegarde. Les possibilités d'ouverture de postes au titre de l'année 2019 seront donc de 2. Toutefois, aucune disposition n'est prévue quant à la répartition du nombre de recrutements entre les deux grades d'accès à la promotion interne. En l'absence de précision, il appartient à chaque autorité de prévoir les modalités de répartition des promotions possibles entre les deux grades d'accès. Il est donc proposé d'ouvrir 1 poste à la promotion interne de technicien et 1 poste à celle de technicien principal de 2ème classe.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : PROMOTION INTERNE AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 1er janvier 2019)

Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux (art 11)

- appartenir au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux
- avoir l'examen professionnel
- 8 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat dont au 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emploi technique
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)

OU

- être adjoint technique principal de 1ère classe/2ème classe
- avoir l'examen professionnel
- 10 ans au moins de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat dont au 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emploi technique
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)

OU

- être adjoint technique principal de 1ère classe/2ème classe des établissements d'enseignement
- avoir l'examen professionnel
- 10 ans au moins de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat dont au 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emploi technique
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du

Cas des examens professionnels obtenus avant le 01/12/2010 : les examens professionnels pour l'accès à l'ancien cadre d'emplois des techniciens supérieurs conservent la possibilité d'être nommés par voie de promotion interne dans le nouveau cadre d'emplois des techniciens au grade de technicien principal de 2ème classe

- examen : 8 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS

- **Le principe : application du quota sur le nombre de recrutement**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans le cadre d'emplois dans la collectivité (concours, mutation/détachement/intégration directe externes à la collectivité).

8 recrutements intervenus dans le cadre d'emplois au 31/12/2018 :

Calcul du nombre de possibilités de promotions : 2

▪ **La clause de sauvegarde : application d'un quota sur un pourcentage de l'effectif**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Application du quota (1/3) à 5% de l'effectif des fonctionnaires, en activité ou en détachement, dans le cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle est dressée la liste d'aptitude.

Calcul du nombre de possibilités de promotions : $78 \times 5 \% \times 1/3 = 1,3$ soit 1 poste

▪ **Choix de la méthode retenue**

Les résultats issus de l'application de la règle de principe sont plus favorables que les résultats issus de la clause de sauvegarde. Les possibilités d'ouverture de postes au titre de l'année 2019 seront donc de 2. Toutefois, aucune disposition n'est prévue quand à la répartition du nombre de recrutements entre les deux grades d'accès à la promotion interne. En l'absence de précision, il appartient à chaque autorité de prévoir les modalités de répartition des promotions possibles entre les deux grades d'accès. Il est donc proposé d'ouvrir 1 poste à la promotion interne de technicien et 1 poste à celle de technicien principal de 2ème classe.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : PROMOTION INTERNE AU GRADE D'ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 1er janvier 2019)

Décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (art 7)

- être adjoint du patrimoine principal de 2ème classe ou adjoint du patrimoine principal de 1ère classe
- 10 ans de services publics effectifs dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois à caractère culturel en position d'activité ou de détachement
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)
- au choix : 2 fonctionnaires remplissent les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS

- **Le principe : application du quota sur le nombre de recrutement**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans le cadre d'emplois dans la collectivité (concours, mutation/détachement/intégration directe externes à la collectivité).

1 recrutement intervenu dans le cadre d'emplois au 31/12/2018 :

Calcul du nombre de possibilités de promotions : 0

Article 30 du décret n°2013-593 : Lorsque le nombre de recrutements ouvrant droit à une nomination au titre de la promotion interne n'a pas été atteint pendant une période d'au moins quatre ans et si au moins un recrutement entrant en compte pour cette inscription est intervenu, un fonctionnaire peut être inscrit sur la liste d'aptitude. CE n°340720 du 22/02/2012.

Possibilité de promotion 2019 par dérogation : 1

- **La clause de sauvegarde : application d'un quota sur un pourcentage de l'effectif**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Application du quota (1/3) à 5% de l'effectif des fonctionnaires, en activité ou en détachement, dans le cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle est dressée la liste d'aptitude.

Calcul du nombre de possibilités de promotions : $2 \times 5 \% \times 1/3 = 0,03$ soit 0

▪ **Choix de la méthode retenue**

L'application de la dérogation est plus avantageuse que celle de la clause de sauvegarde. Les possibilités d'ouverture de postes au titre de l'année 2019 seront donc de 1.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE CATEGORIE B
FORMATION RESTREINTE
Mercredi 5 juin 2019

OBJET : PROMOTION INTERNE AU GRADE D'ASSISTANT DE CONSERVATION DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

1. CONDITIONS D'ELIGIBILITE (à remplir au 1er janvier 2019)

Décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (art 11)

- être adjoint du patrimoine principal de 2ème classe ou adjoint du patrimoine principal de 1ère classe
- avoir l'examen professionnel
- 12 ans de services publics effectifs dont 5 ans au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emplois à caractère culturel en position d'activité ou de détachement
- avoir accompli la totalité de ses obligations de formation de professionnalisation (attestation du CNFPT)

Aucun fonctionnaire ne remplit les conditions d'éligibilité

2. QUOTAS

- **Le principe : application du quota sur le nombre de recrutement**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Un recrutement au titre de la promotion interne pour trois recrutements intervenus dans le cadre d'emplois dans la collectivité (concours, mutation/détachement/intégration directe externes à la collectivité).

1 recrutement intervenu dans le cadre d'emplois au 31/12/2018 :

Calcul du nombre de possibilités de promotions : 0

Article 30 du décret n°2013-593 : Lorsque le nombre de recrutements ouvrant droit à une nomination au titre de la promotion interne n'a pas été atteint pendant une période d'au moins quatre ans et si au moins un recrutement entrant en compte pour cette inscription est intervenu, un fonctionnaire peut être inscrit sur la liste d'aptitude. CE n°340720 du 22/02/2012.

Possibilité de promotion 2019 par dérogation : 1

- **La clause de sauvegarde : application d'un quota sur un pourcentage de l'effectif**

Décret n°2010-329 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale (art 9)

Application du quota (1/3) à 5% de l'effectif des fonctionnaires, en activité ou en détachement, dans le cadre d'emplois au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle est dressée la liste d'aptitude.

Calcul du nombre de possibilités de promotions : $2 \times 5 \% \times 1/3 = 0,03$ soit 0